



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS**

Chemin Moulin Premier  
84800 L'Isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0107-2026  
Code AIOT : 0006400503

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS implanté Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi annuel du site par l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Identification des effluents et localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.2 et 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	VLE des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.11	Demande d'action corrective	8 mois
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
11	Gestion déchets dangereux	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2 et L.541-7-1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 31/12/1899, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Déclaration Accident/Incident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	/	Sans objet
8	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de visite d'inspection, il n'est pas proposé de sanctions administratives relevant de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Les suites données à la visite d'inspection du 28/02/2025 sont satisfaisantes ; l'exploitant a notamment déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/06/2025.

Par rapport aux nouvelles prescriptions contrôlées le 16/02/2026, des justificatifs et des actions correctives sont toutefois attendues de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p>

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

#### **Constats :**

Par arrêté préfectoral du 23/06/2025, l'exploitant a été mis en demeure de remettre au Préfet son plan de défense incendie dans un délai de 2 mois à compter de la notification du-dit arrêté. L'exploitant a adressé son PDI par courriel du 18/07/2025. L'Inspection a formulé une demande de

compléments par courriel du 04/09/2025. Le PDI complété a été transmis par courriel du 09/09/2025.

L'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/06/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Registre MCP**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 31/12/1899, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116

**Thème(s) :** Situation administrative, Recensement installations MCP

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

#### Constats :

Pour rappel, à la suite de la visite du 28/02/2025 portant sur l'action nationale "Installations moyennes de combustion", l'Inspection avait demandé à l'exploitant de procéder à la déclaration de la chaudière sur le site internet dédié [www.demarches-simplifiees.fr](http://www.demarches-simplifiees.fr).

L'exploitant a réalisé la télé-déclaration le 22/05/2025, et a transmis à l'Inspection, à la même date, le récépissé de déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Déclaration Accident/Incident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accidents/Incidents

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

[...]

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

#### Constats :

Par courriel du 15/10/2025, l'exploitant a informé l'Inspection que le matin même à 8h45 un container de 1000 litres de Deptacide (mélange d'acides phosphorique et sulfurique) s'était déversé partiellement dans le réseau d'eaux pluviales, puis vers la Sorgue. L'exploitant évaluait à environ 200 ou 300 L la quantité de produit s'étant déversé dans le milieu.

En aval du déversement, une formation de mousse blanche était observée et une mortalité de

<p>poissons était constatée dans le bras de Sorgue, interne au site, mais également à l'extérieur. La commune, la communauté de communes, la fédération de pêche et les pompiers ont été contactés par l'exploitant.</p> <p>L'Inspection s'est rendue sur place, ainsi qu'un agent de l'OFB. Les pompiers étaient sur place. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a procédé à la télé-déclaration de l'accident sur le site internet dédié.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'accident le 17/10/2025, complété le 06/11/2025.</p> <p><u>Cause(s) de l'accident</u> : Le chario-élévateur qui déplaçait le container de Deptacid de son lieu de stockage vers son lieu d'utilisation a freiné brusquement pour éviter deux piétons. Le container a basculé en avant, et une des fourches du chariot a percé le dessous du container créant le déversement.</p> <p>L'itinéraire emprunté par le chario-élévateur n'était pas l'itinéraire habituel, ce dernier étant inaccessible (portail d'accès à l'atelier cassé).</p> <p><u>Premières mesures prises</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un tapis obturateur sur l'avaloir d'eaux pluviales, et de boudins et tapis absorbants au sol ;</li> <li>- Transfert du produit restant dans le container vers un container étanche ;</li> <li>- Prises d'échantillons dans la Sorgue pour contrôle pH.</li> </ul> <p><u>Action(s) corrective(s)</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une vanne guillotine, maintenue en permanence fermée, sur la canalisation de rejet d'eaux pluviales, avec possibilité de prise d'échantillons pour qualifier l'eau avant rejet dans la Sorgue. A moyen terme, l'exploitant a décidé de relier le réseau d'eaux pluviales de cette zone imperméabilisée à la STEP interne, estimant que le risque d'eaux pluviales souillées sur cette zone le justifie et conformément aux dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 22/04/2009 modifié (cf. point de contrôle n°6).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

#### N° 4 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Collecte des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</p>
<p><b>Constats</b> :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales, daté d'août 2024.</p> <p>Ce plan distingue le réseau d'eaux pluviales dites "propres" rejetées directement à la Sorgue, ou après passage par un séparateur d'hydrocarbures, et le réseau d'eaux pluviales dites "souillées" rejetées en tête de la station d'épuration interne.</p> <p>L'Inspection observe que les points de rejets dans la Sorgue sont difficilement repérables. L'exploitant indique qu'ils doivent être au nombre de 5 ou 6.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> :</p>



L'exploitant adresse à l'Inspection une copie pdf du plan présenté en séance, avec un repérage clair des points de rejets dans la Sorgue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Entretien et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que l'ensemble des réseaux d'eaux pluviales du site a fait l'objet d'une inspection par une société spécialisée fin 2023. Cette inspection a mis en évidence la nécessité de réaliser des travaux de réfection. L'Inspection n'a pu consulter en séance le rapport rédigé par le prestataire en charge de l'inspection des réseaux. En 2024, des premiers travaux ont été réalisés sur le réseau de collecte situé entre l'acidulation et la cuisson, à l'exception du tronçon de collecte situé à proximité des plots de soutènement du bâtiment acidulation (les travaux sur ce tronçon devront être réalisés à la reconstruction du bâtiment acidulation). L'exploitant indique que la vérification des réseaux de collecte d'eaux pluviales est désormais programmée à fréquence tri-annuelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant adresse à l'Inspection le rapport de vérification des réseaux de collecte des eaux pluviales, ainsi que le justificatif des travaux réalisés en 2024. Il joint également le calendrier prévisionnel des travaux de réfection restant à réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Identification des effluents et localisation des points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.2 et 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Types d'effluents et destination
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4.3.2 :</u>

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (parking, usine) et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
3. [...]

Article 4.3.5 :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :

Nature des effluents	Milieu récepteur
eaux pluviales propres eaux pluviales souillées [...] eaux résiduaires (sortie station épuration interne) [...]	canal du Moulin Premier station d'épuration interne [...] station d'épuration de l'isle-sur-la-Sorgue [...]

**Constats :**

D'après le plan consulté en séance et les informations déclarées par l'exploitant, les zones imperméabilisées reliées à la STEP interne sont :

- la zone de réception de la chaux ;
- la zone à proximité de l'épaississeur de la STEP ;
- les rétentions et la zone de dépotage produits chimiques de la STEP ;
- la rétention et la zone de dépotage javel immedium ;
- la rétention et la zone de dépotage HCl côté acidulation ;
- les rétentions et la zone de dépotage des stockages acides/bases côté cuisson.

L'exploitant indique qu'il envisage de raccorder d'autres secteurs imperméabilisés à la STEP :

- la zone maintenance, suite au déversement accidentel de Deptacid le 15/10/2025 (voir point de contrôle n°3) ;
- la voirie en face du bâtiment administratif (zone de circulation de l'ensemble des camions de livraison de produits chimiques) ;
- la voirie côté bassins biologiques (zone de circulation camions produits chimiques et zone de manutention IBC produits chimiques) ;
- la zone de circulation des IBC javel pour le traitement de l'air du bâtiment filtration des boues.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les capacités résiduelles de la STEP à accepter les eaux pluviales de secteurs imperméabilisés supplémentaires.

L'Inspection a constaté sur site que la zone imperméabilisée sous les silos de stockage de DCP présente des traces de DCP. Les eaux pluviales ruisselant sur cette aire sont donc susceptibles d'être souillées ; elles sont actuellement rejetées directement à la Sorgue.

Les eaux du parking sont collectées vers un séparateur d'hydrocarbures, puis rejetées à la Sorgue.

Par rapport au tableau de l'article 4.3.5, il est noté que depuis la mise en service de la nouvelle STEP en 2016, les eaux en sortie de STEP sont directement rejetées à la rivière. Le tableau de

l'article 4.3.5. devra être mis à jour à l'occasion d'une prochaine révision ou modification de l'arrêté préfectoral.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant adresse à l'Inspection un rapport présentant :

- l'ensemble des zones imperméabilisées reliées à la STEP (ou projetées d'être reliées) et les surfaces associées ;
- une analyse des volumes d'eaux pluviales (pluie décennale ou autre période retour à prendre en compte en fonction des enjeux du secteur) collectées sur la STEP au regard du dimensionnement de cette dernière ;
- une analyse du risque de dilution des rejets process lors des épisodes pluvieux. En effet, l'envoi vers la STEP d'eaux pluviales va abaisser la concentration rejetée en polluants et peut même empêcher le calcul du flux rejeté si la dilution est telle que le(s) polluant(s) ne peuvent plus être quantifiés (< LQ) en sortie STEP ;
- une analyse de la possibilité de collecter, en cas de pluie, les dix premiers millimètres des zones imperméabilisées. Après analyses, ces eaux seraient alors soit envoyées vers la STEP en cas de pollution soit rejetées dans le réseau eaux pluviales. Au-delà des dix premiers millimètres, les eaux pluviales ne sont plus considérées comme susceptibles d'être polluées et pourraient être rejetées dans le réseau eaux pluviales ;
- les conclusions quant au risque de dysfonctionnement de la STEP.

La zone imperméabilisée sous les silos de DCP doit être raccordée à la STEP, au plus tard sous 6 mois.

Dans l'attente des travaux, l'exploitant procédera de façon régulière et autant que de besoin à un nettoyage complet de la zone souillée par les dépôts de DCP.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : VLE des eaux exclusivement pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale (en mg/l)
pH	5.5 < pH < 8.5
DCO	125
DBO5	30

MEST	35
Hydrocarbures totaux	10

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il n'a pas à ce jour réalisé de prélèvements et d'analyses des eaux pluviales. L'arrêté préfectoral n'impose aucune fréquence de contrôles.  
Une fréquence de contrôle de la qualité des eaux pluviales sera actée à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Un contrôle à fréquence annuel est usuellement réalisé sur ce type d'effluents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise un premier contrôle des eaux pluviales sur l'ensemble des points de rejets du site au cours de l'année 2026 ; les résultats de ces analyses sont adressés à l'Inspection au plus tard le 31/12/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois

**N° 8 : Gestion des ouvrages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

**Prescription contrôlée :**

Elles [les installations de traitement] sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts [...]

**Constats :**

L'Inspection a demandé à l'exploitant les dispositions prises vis-à-vis des séparateurs d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'ils sont vidangés tous les ans, et a présenté le bordereau de suivi des déchets émis en novembre 2025 à la suite de l'intervention de la société MAURIN.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

<p>Les capacités de rétention [...] ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Art. 7.4.5 :</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la vidange des rétentions est réalisée par une pompe "vide-cave" actionnée manuellement par un agent.</p> <p>Chaque rétention est équipée d'un détecteur de niveau en fond de rétention, déclenchant une alarme visuelle au niveau de la cuve et de la supervision.</p> <p>L'Inspection a constaté les dispositifs en place pour les stockages acides et bases de la cuisson et le stockage acide pour l'acidulation (à l'exception du report d'alarme en supervision acidulation).</p> <p>L'agent actionne la pompe vide-cave après une levée de doute (contrôle pH).</p> <p>L'exploitant indique qu'il existe une procédure écrite, mais celle-ci n'a pas été présentée en séance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection la procédure de gestion des rétentions.</p> <p>Si les dispositions mises en place sur les rétentions de la zone produits chimiques de la STEP et sur la rétention de la zone javel immédiat sont différentes de celles des rétentions visées dans le constat ci-dessus, l'exploitant précisera ces dernières (en particulier il précisera où se font les reports d'alarme).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 : Consignes de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] ;</li> <li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne dispose pas d'un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie (non prescrit par l'arrêté d'autorisation en vigueur/antériorité AM 04/10/2010 et AM 11/04/2017).</p> <p>Les dispositifs d'isolement du réseau d'eaux pluviales en place sont les suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2024, mise en place de deux ballons obturateurs (gonflage automatique sur commande manuelle depuis un pupitre extérieur ou depuis la supervision) sur les réseaux de collecte des eaux pluviales des zones imperméabilisées acidulation et cuisson/chaulage ;</li> <li>- en 2025, mise en place d'une vanne guillotine en sortie du réseau de collecte des eaux pluviales ruisselant sur la zone maintenance (à la suite du déversement accidentel de Deptacid en octobre 2025) ;</li> <li>- pour le reste du site mise à disposition de tapis obturateurs pour les avaloirs d'eaux pluviales.</li> </ul> <p>La mise en place de vannes guillottes supplémentaires est actuellement en réflexion au niveau des réseaux de collecte des eaux de la voirie d'entrée (en face bâtiment administratif) et en sortie de la zone des quais de chargement du magasin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection une étude sur la faisabilité technique et financière d'améliorer les dispositifs actuellement en place pour isoler hydrauliquement le site en cas d'incendie, en particulier au niveau de l'entrepôt 1510 qui représente l'enjeu principal.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

**N° 11 : Gestion déchets dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2 et L.541-7-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets amiantés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article L. 541-2 du code de l'environnement :</u>  « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.[...] »</p> <p><u>Article L. 541-7-1 du code de l'environnement :</u>  [...]  Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté la présence de déchets amiantés stockés sur une zone protégée par des barrières Heras et située à l'est du magasin gélatine.  Les déchets sont conditionnés dans des emballages spécifiques portant le logo A, à l'exception de quelques parties de tolles fibro-ciment non conditionnées.  L'exploitant indique que ces déchets sont liés aux travaux de démolition des anciennes halles de stockage d'os. Le chantier étant terminé depuis plusieurs mois, l'exploitant n'a pas été mesure d'expliquer pourquoi ces déchets n'ont pas encore été évacués.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

<p>L'exploitant fait évacuer les déchets dangereux amiantés, entreposés sur le site, dans des installations dûment autorisées.</p> <p>Les bordereaux d'élimination des déchets dangereux seront transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Règles de gestion des stockages en rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les stockages extérieurs d'acides et de bases au niveau de la cuisson disposent de rétentions distinctes.</p> <p>L'aire de dépotage, ne pouvant accueillir qu'un seul camion, est commune à l'ensemble des cuves acides et bases. Les raccords et pompes de dépotage, pour l'ensemble des cuves acides et bases, sont disposés dans une même rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant indiquera à l'Inspection les dispositions prises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• éviter toutes erreurs de dépotage (dépotage d'un produit acide dans une cuve de produit basique) ;</li> <li>• éviter le mélange de produits incompatibles au niveau de la rétention sous les raccords et pompes de dépotage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois